



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
Hauts-de-France après examen au cas par cas portant
sur la révision du plan local d'urbanisme
de la commune d'Allonne (60)**

n°GARANCE 2019-3730

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 modifié et l'arrêté du ministre de la transition écologique et solidaire du 30 avril 2019 portant nomination des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) déposée le 24 juin 2019 par la commune d'Allonne, relative à la révision du plan local d'urbanisme de la commune d'Allonne (Oise) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 4 juillet 2019 ;

Vu la décision tacite du 25 août 2019 soumettant la révision du plan local d'urbanisme d'Allonne à évaluation environnementale ;

Considérant que la commune d'Allonne, qui comptait 1 550 habitants en 2014, projette d'atteindre 1 760 habitants en 2030 et que le plan local d'urbanisme prévoit la réalisation de logements, en dents creuses et en renouvellement urbain ;

Considérant que la révision du plan local d'urbanisme prévoit également de requalifier des friches industrielles et de classer 3,44 hectares de zone naturelle en zone à urbaniser à vocation d'activités 1AUe ;

Considérant que l'artificialisation des sols résultant du projet de plan local d'urbanisme est susceptible d'avoir des incidences sur les services écosystémiques rendus par les terres, cultivées ou non ;

Considérant la présence sur le territoire communal de trois zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique (ZNIEFF), les ZNIEFF de type 1 « Bois et landes des Coutumes à Allonne » et « Coteau des carrières de Bongenoult à Allone » et la ZNIEFF de type 2 « Pays de Bray », ainsi que de continuités écologiques et la présence du site Natura 2000 le plus proche, FR2200376 « cavités de Larris Millet à St Martin le Nœud » à environ 1 km ;

Considérant la localisation de la zone 1AUe en bordure du Ru de Berneuil et que le pré diagnostic écologique réalisé identifie un habitat naturel (mégaphorbiaie), caractéristique de zone humide, sur cette zone à urbaniser et que l'orientation d'aménagement et de programmation prévue ne garantit pas son évitement, alors que celui-ci doit être prioritairement recherché ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de révision du plan local d'urbanisme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er}

La décision tacite du 25 août 2019 soumettant la révision du plan local d'urbanisme d'Allonne à évaluation environnementale est retirée et remplacée par la présente décision ;

Article 2

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la révision du plan local d'urbanisme de la commune d'Allonne est soumise à évaluation environnementale.

Article 3

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision. Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.

Article 4

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 5

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de consultation du public.

Fait à Lille le 27 août 2019,

Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Sa présidente,



Patricia CORREZE-LENEE

Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale
DREAL Hauts-de-France
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.